

Bonjour,

J'espère que vous allez bien et que votre été s'est bien passé.

Paul Aster (1947 -) a écrit en 1989 dans son livre « Moon Palace » :

« Le soleil est le passé, la Terre est le présent et la Lune est le futur »

Alors que le lanceur Ariane 5 a tiré « sa révérence » le 05/07/2023 après 27 ans de « bons et loyaux services » et que le nouveau lanceur européen Ariane 6 ne décollera pas avant 2024, les autres puissances avancent très rapidement.

La Lune semblant être le nouveau « terrain de jeu » de la conquête spatiale, après l'échec de l'alunissage d'un engin spatial Russe, l'Inde vient d'envoyer et poser un engin spatial sur la Lune. Devenant ainsi le 4ème pays à réussir cette opération après les États Unis, la Russie et la Chine.

L'Inde vient même d'envoyer une sonde en direction du soleil pour en étudier les réactions et prévoit un vol habité en 2025.

Du côté européen, à ce jour, aucun lanceur disponible, il est temps d'accélérer sur le spatial avant d'être complètement dépassé et dépendant des autres puissances.

France :

Grand retour de l'inflation qui remonte à 4,8% sur le mois d'août après être descendu à 4,3% en juillet. Cette hausse est en grande partie expliquée par l'augmentation des prix de l'électricité et de l'essence. L'inflation alimentaire a atteint 13,1% sur un an en juillet.

Si le chiffre interpelle, il faudrait s'en féliciter tant on est passé près d'une inflation 3 fois plus forte.

Une note de l'INSEE de mi-juin annonçait que les prix auquel les agriculteurs ont vendu leur production avait augmenté de 23% (hors fruits et légumes).

Mais selon un rapport de l'Observatoire Officiel des Prix des Produits Alimentaires (j'ignorais son existence) paru fin juin, les industriels et la grande distribution ont amorti le choc en rognant leurs marges afin de « protéger » le consommateur en augmentant leurs tarifs « que » de 16%...

Philippe Chalmin, Président du-dit organisme et rapporteur du rapport d'ajouter « *le prix du steak haché a augmenté de « seulement » 11% pour le consommateur alors que le coût de la vache à l'entrée de l'abattoir a bondi de près de 33% ».*

Au final, la baisse de la consommation alimentaire s'élève à 8% et ce n'est pas dû à une envie de réduire sa consommation mais plutôt à une impossibilité financière.

Première victime de cette baisse, les produits dits BIO. Selon Les Échos, cette spirale des prix, qui plombe le pouvoir d'achat des consommateurs, condamne les produits chers et notamment les produits Bio dont le chiffre d'affaires s'effondre, leurs parts de marchés seraient revenues à 2018, soit 5 ans de perdu.

Malgré une croissance confirmée à 0,5% au 2ème trimestre et une augmentation de la consommation des ménages de 0,3% en juillet, le climat des affaires s'assombrit et l'indicateur passe sous les 100, à 99, le plus bas niveau depuis avril 2021 et la contraction de l'activité manufacturière se poursuit en août.

Dans le même temps, selon le magazine Investir et l'INSEE, la confiance des ménages, bien que faible, reste stable au mois d'août comme en juillet et en juin à 85.

Et ils continuent d'épargner puisque le Livret A et le LDDS « font le plein » avec un record de 547 milliards d'encours.

Qu'en est-il chez nos partenaires et voisins ?

Zone Euro :

Les indices PMI sont au plus bas mais l'activité manufacturière montre des signes de reprise en août. La croissance des prêts bancaires aux entreprises et aux personnes physiques continue de ralentir, preuve s'il en était besoin, que les taux d'intérêts freinent la production de crédit et, par effet ricochet, la croissance économique. L'inflation est restée stable à 5,3% et le taux chômage reste à son plus bas à 6,4%.

Allemagne :

Selon les PMI, le secteur des services perd de son dynamisme et l'activité manufacturière poursuit son recul en août.

Les ventes de détail déclinent de manière inattendue en juillet.

États Unis :

L'inflation remonte à 3,3% et le chômage remonte lui aussi à 3,7% après être descendu à 3,5%. Un début de contraction de l'activité se fait sentir.

En Suisse, la fédération de l'industrie s'attend à un deuxième semestre difficile, l'Espagne voit son inflation remonter à 2,6%. En Italie, alors que l'inflation a ralenti, le moral des entreprises est au plus bas depuis novembre 2022 et pire que prévu, le PIB recule de 0,4% au 2^{ème} trimestre.

Chine : « Colosse aux pieds d'argile »

Depuis la crise sanitaire, la Chine tourne au ralenti, son économie peine à redémarrer, selon l'agence Reuters. L'indice PMI de l'activité manufacturière a ralenti pour le 5^{ème} mois consécutif, certes moins rapidement, passant à 49,7 en août contre 49,3 en juillet mais tout de même en deçà de l'expansion.

Les indicateurs économiques inquiétants se multiplient : repli de ses exportations, consommation intérieure en berne et surtout un marché immobilier dans la tourmente... La Chine cumule les problèmes économiques qui pénalisent grandement sa croissance.

Le chômage des jeunes est officiellement aux alentours de 20%, ce qui n'incite pas à réjouissance non plus. Officieusement, selon certains observateurs, le chiffre serait plus près de 30%.

Pire, l'indice des prix à la consommation est passé en territoire négatif en juillet à -0,3%, une première depuis 2021, indiquant une déflation, ce qui est loin d'être une bonne nouvelle.

Selon certains, cette déflation serait en partie due à l'immobilier et notamment aux deux géants chinois que sont Evergrande et Country Garden. Si le premier tente toujours de se redresser depuis 2 ans, le deuxième est au bord du gouffre et sort de la côte de Hong Kong.

Sachant qu'1/4 du PIB de la Chine est issu de l'immobilier et de la construction, c'est un pan important de l'économie chinoise qui s'effondre.

Alors que les hausses des taux en occident se poursuivent, la reprise de l'activité post covid est tellement compliquée pour l'économie chinoise que la Banque Centrale est obligée de baisser un de ses taux directeurs pour soutenir son économie.

Du côté des investisseurs et des grandes entreprises, après avoir massivement investi in situ et sur les marchés, il semble que la devise « business as usual » n'est plus d'actualité et les positions de la Chine avec la Russie n'ont rien arrangées.

Après un réveil brutal, ces derniers se retirent petit à petit et d'ajouter qu'en l'état actuel des choses, il est préférable de se tenir éloigné de la Chine.

La « fuite » semble si importante que Pékin, pour « renforcer la confiance » des investisseurs, a réduit de moitié la taxe sur les transactions boursières.

Lexique : Déflation

Pour schématiser, l'inflation se crée souvent par un choc d'offre, la demande étant plus forte que l'offre. La déflation c'est l'inverse, un choc de demande.

Pour beaucoup, notamment les européens, une baisse de l'indice des prix à la consommation serait une très bonne nouvelle.

Mais, en fait, c'est une menace pour l'économie. Une déflation indique que les consommateurs n'investissent plus et attendent, pour certains une baisse des prix encore plus importante.

A ce moment-là, l'offre est plus forte que la demande et l'on entre en déflation.

Dans ce contexte, les entreprises réduisent leur production et multiplient les « rabais » pour écouler le stock existant ce qui contraint leur rentabilité puisque les coûts sont identiques.

Dans le meilleur des cas, elles n'embauchent plus, dans le pire des cas, elles licencient pour ne pas faire faillite et la spirale est enclenchée et est difficile à contrer.

A suivre...

BRICS : un nouvel ordre mondial ?

A moins d'être « sur une île déserte » sans aucun réseau, difficile de ne pas avoir entendu parler de la réunion des BRICS.

Cet acronyme est une association de cinq pays Brasil, Russia, India, China, SudAfrica, une forme de « G7 » des pays dits émergents.

Fondée en 1990 par les 4 premiers, ces pays représentaient 5% du PIB mondial, l'Afrique du Sud a rejoint l'association en 2001.

En 2023, ces 5 pays représentent 26% du PIB, la Chine en représentant à elle seule 18%.

Depuis quelques jours, les BRICS ont intégré 6 nouveaux pays, Argentine, Égypte, Éthiopie, Arabie Saoudite, Iran et Émirats Arabes Unis.

Ces 11 pays vont peser 29% du PIB Mondial, mais surtout 46% de la population mondiale.

Dans le même temps, près de 40 pays postulent à une entrée dont l'Algérie pour ne citer qu'elle.

3% de plus de PIB en intégrant 6 pays, c'est très faible comme apport et au final l'intérêt économique est limité pour la Chine qui est sans conteste le moteur du groupe.

Néanmoins, l'intégration de 3 pays (Iran, Arabie Saoudite, Émirats Arabe Unis) aux ressources pétrolières et gazières importantes est une avancée non négligeable et assure aux membres des ressources énergétiques quasi inépuisables.

Le phénomène et l'ampleur qu'il prend intriguent et de nombreux observateurs et journalistes se penchent sur le sujet, ainsi selon Mme Daziano (enseignante à Science Po et interrogée par BFM Business), « *les BRICS pourraient porter une autre vision du monde et offrir une alternative aux valeurs américaines ou européennes* ».

L'objectif clairement affiché est de créer un groupe puissant avec l'ambition de faire contrepoids sur la scène mondiale et notamment une concurrence au G7 et G20 et pourquoi pas à terme l'ONU.

A ce jour, les BRICS représentent 18% du commerce mondial, mais nul doute que cette part va augmenter notamment avec l'Inde qui est en plein essor.

En parallèle, on y parle de « dédollarisation » et de la création d'une nouvelle banque de développement qui pourrait être une alternative au FMI.

Le but affiché du groupe est de modifier la gouvernance économique mondiale mais surtout une non-ingérence dans les affaires intérieures de autres pays membres.

Ce qui ne paraît pas illogique au vu des dirigeants de la majorité des pays qui compose le groupe et se rapproche plus d'une dictature avec une brutalité dans la répression et une absence d'opposants.

Fin août 2023, les BRICS affichent une puissance non négligeable et qu'il ne faut pas sous-estimer, nous voilà revenu près de 80 ans en arrière ou deux blocs se faisaient face, à un détail près, la Chine a remplacé l'URSS mais l'esprit semblent être le même.

A suivre...

Immobilier : Krach en vue ?

C'est fait et officiel, le taux d'usure poursuit sa montée et atteint 5,56%.

Pour rappel, le taux d'usure est le taux maximum auquel les banques peuvent prêter à leurs clients.

Il faut donc s'attendre à des crédits plus chers pour la rentrée, une banque régionale vient de proposer un taux de 5,05% sur 25 ans, du jamais vu depuis 2008.

Le taux moyen pratiqué par les banques sur 20 ans est compris entre 4% et 4,5% auquel il faut ajouter les assurances.

Selon la société VousFinancer, à mensualité égale :

- En 2021, avec un taux à 1%, un investisseur pouvait emprunter 300 000€
- En 2023, avec un taux à 5%, son potentiel investissement est de 209 000€, soit une baisse de pouvoir d'achat immobilier de 31%.

En parallèle, les banques exigent toujours plus d'apport, il est en général de 20% actuellement.

Vient se greffer une nouvelle problématique, les passoires thermiques :

- Si c'est pour la résidence principale ou secondaire, les banques demandent plus d'apport
- Si c'est pour un investissement locatif, il arrive que les futurs loyers ne soient pas pris en compte.

L'immobilier neuf n'est pas au mieux : pour le 5^{ème} trimestre consécutif, les réservations de logement neufs ont baissé et enregistré une chute de 40% au 2^{ème} trimestre.

Le marché immobilier est totalement figé. Bien que cela reste encore assez timide, on note quelques signes de baisse des prix dans les grandes villes. A Paris, l'on devrait passer sous l'emblématique barre des 10 000€ le m². Lyon et Bordeaux aussi commencent à baisser.

Si l'investisseur souffre sur le marché immobilier, pour d'autres (État et collectivités locales) l'immobilier est « un jackpot » car détenir un bien immobilier, c'est être lourdement taxé tout au long de sa détention.

Premièrement : vous avez, bien entendu, que ce soit à la construction, rénovation, etc... la TVA sur chaque opération.

Deuxièmement : en tant que propriétaire vous êtes soumis à la taxe foncière et possiblement à l'IFI.

Troisièmement : pour les biens générant des revenus, vous êtes soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux pour vos revenus fonciers avec une moyenne de 40%.

Quatrièmement : si vous achetez le bien, il vous faudra payer des DMTO (droits de Mutation à Titre Onéreux) communément appelés « frais de notaire » et si vous le revendez, vous pourriez être soumis l'imposition sur les plus-values immobilières dont la durée d'imposition s'étale sur 22 ans pour la partie impôts et 30 ans pour les prélèvements sociaux.

Les différentes taxes sur l'immobilier représentent plus de 90 milliards € de prélèvement annuel.

En 20 ans, le montant a doublé, faisant de l'immobilier « la vache à lait » de l'état.

A titre de comparaison l'impôt sur le revenu génère 85 milliards € (fonciers compris)

Et ce n'est pas terminé car après la taxe d'habitation sur votre maison de campagne ou résidence secondaire, le Ministère de la Cohésion des Territoires a publié, ces derniers jours, le décret permettant à près de 2 000 communes supplémentaires d'appliquer une majoration sur la taxe d'habitation prélevée sur les maisons de campagne ou de vacances !!!!!

Sans compter les hausses indécentes de la taxe foncière 2023 dans certaines communes, notamment d'Ile de France mais aussi dans les grandes villes de province.

Malgré toutes ces taxes et autre frein juridique, l'immobilier reste un formidable outil de développement de patrimoine, mais il convient de bien prendre en compte tous les paramètres en avant de se lancer dans un projet.

Mon analyse :

J'ai bien conscience que cette note peut être anxiogène mais, en même temps, je pense qu'il est important de poser la situation telle qu'elle est. Cela permet de mieux appréhender le futur.

Une fois que l'on a acté l'ensemble de ces informations, il faut regarder l'information entre les lignes.

A mon sens, on entre dans une nouvelle ère, les sociétés sont en pleine mutation, aussi il faut s'adapter et se mettre en position d'attente.

L'aspect positif réside dans la multitude de nouveaux projets pour le futur, notamment avec l'IA qui ouvre le « champ des possibles » mais aussi avec la transition énergétique, dont le coût sera stratosphérique, qui va offrir des relais de croissance importants.

Aujourd'hui, quasiment tous les pays ont des indices PMI en retrait indiquant un ralentissement des économies, l'Allemagne est en « cale sèche », la Chine en déflation, l'économie américaine se contracte et on a un rebond de l'inflation dû en partie à la hausse des prix de l'énergie.

Pour finir, lors de la réunion de Jackson Hole, Jérôme Powell (Président de la FED) a quasiment acté que les hausses de taux n'étaient pas terminées et les BRICS veulent « retourner la table ».

Aujourd'hui, il faut se mettre en attente, c'est pourquoi nous positionnons une partie de l'épargne sur des produits obligataires et structurés qui sont plus rémunérateurs et plus prudents.

On réduit légèrement l'exposition à l'Europe qui, à mon avis, sera la plus impactée par le ralentissement de l'économie et l'on conserve les positions internationales et nord-américaines qui devraient mieux se comporter.

Nous conservons nos convictions sur les fonds labellisés investissement responsable et sociétale.

Si vous êtes en désaccord avec cette approche, n'hésitez pas à m'en informer pour que nous puissions ajuster en fonction de votre demande.

Il est à noter que malgré les baisses, la majorité des track record des allocations d'actifs restent très positifs sur 3 ans et 5 ans, ce qui correspond à nos horizons de placements.

Mon analyse est forcément subjective et ne reflète que mon point de vue, à ce jour, en fonction des éléments à ma disposition au 31 juillet 2023.

J'espère que cette note vous permettra d'affiner votre réflexion, je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

En parallèle, si vous étiez en désaccord avec la stratégie mise en place, n'hésitez pas à m'en informer afin de la réajuster et de la personnaliser en fonction de votre demande.

Prenez soin de vous

Germain Soriano
06 64 73 64 75